



La Nausée

Par [Maurice Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 22 juin 2020

[Mémoire des luttes](#) 20 juin 2020

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Qui oserait, aujourd'hui, se réclamer de Donald Trump (nous parlons là de tout humain doté de raison) ? Sans aller jusqu'à faire le bilan de trois années de mandat, sa gestion de la pandémie du coronavirus et de la crise raciale qui a suivi la mort de l'Afro-Américain George Floyd en disent long sur le président des Etats-Unis. S'agissant de la crise sanitaire, il y eut d'abord, entre fin janvier et la mi-mars, dénégarion, puis minimisation de la gravité de l'épidémie. Avec ses épisodes ubuesques. Quand, le 10 février, en meeting dans le New Hampshire, Trump déclare : « *En avril, dès que les températures auront un peu remonté, ce virus disparaîtra. Comme par miracle.* » Quand, en pleine réunion à la Maison-Blanche, le 23 avril, il « réfléchit » à haute voix et suggère d'injecter de l'eau de javel dans les poumons malades ou, pourquoi pas, un traitement aux UV ? « *Les briefings de Trump mettent activement en danger la santé du public. Boycottez la propagande. Ecoutez les experts. Et s'il vous plaît, ne buvez pas de désinfectant* », devra déclarer, soutenu par la communauté scientifique, Robert Reich, un professeur de la prestigieuse université de Berkeley. Entretenant la confusion, le locataire de la Maison-Blanche n'en appelle pas moins ses partisans à manifester pour « libérer » du confinement les Etats - Michigan, Minnesota, Virginie - gérés par des gouverneurs démocrates. Conséquence : une politique aussi incohérente tue les malades plutôt que la maladie. Désormais premier foyer planétaire du coronavirus, les Etats-Unis comptabilisent plus de 117 000 morts à l'heure de la rédaction de ce billet.

Même positionnement aberrant après la mort de George Floyd asphyxié par le policier Derek Chauvin à Minneapolis. La situation provoque un mouvement de colère historique, toutes communautés confondues (sauf celles des chrétiens évangéliques blancs, socle électoral du président). Sans un mot de compassion pour la victime et sa famille, Trump parle de déployer l'armée pour ramener le calme dans les villes que secouent d'importantes manifestations contre les violences policières et la discrimination raciale.

Même des figures du Parti républicain s'opposent désormais à la façon dont le businessman gère le pays. Depuis les colonnes du magazine *The Atlantic*, son ex-ministre de la Défense, James Mattis, est monté au créneau : « *De mon vivant, Donald Trump est le premier président qui n'essaie pas de rassembler les Américains, qui ne fait même pas semblant d'essayer. Au lieu de cela, il tente de nous diviser. (...) Nous payons les conséquences de trois années sans adultes aux commandes.* » Plus significatif encore : l'actuel titulaire du Pentagone, Mark Esper annonce en conférence de presse son opposition à l'usage de la Loi d'insurrection qui, pour rétablir l'ordre, permettrait d'utiliser l'armée contre les manifestants.

Dans sa logique impérialiste, dans son obsession de détruire le multilatéralisme et le droit international, la grosse patte rugueuse de Trump va jusqu'à menacer de quitter, en lui coupant définitivement les vivres, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et à autoriser des sanctions économiques - son arme favorite contre les pays souverains qui lui déplaisent

- envers tout magistrat ou responsable de la Cour pénale internationale (CPI) qui enquêterait sur des militaires américains ou les inculperait « sans le consentement des Etats-Unis » [1]. Est-il nécessaire de développer plus avant ?

Qui (nous parlons-là des personnes responsables) oserait encore soutenir le président brésilien Jair Bolsonaro ? Dès 2016, ce médiocre parlementaire d'extrême droite avait annoncé la couleur : « *La carte de visite pour un marginal du MST [Mouvement des sans terre], c'est une cartouche de 7.62.* » Nostalgique de la dictature militaire, arrivé au pouvoir grâce au coup d'Etat juridico-parlementaire contre Dilma Rousseff, puis l'emprisonnement arbitraire de Luiz Inácio Lula da Silva, Bolsonaro a nommé un ministre des Affaires étrangères à son image : Ernesto Araujo. Hanté par la « menace communiste », ce dernier voit en Trump « le sauveur de l'Occident ».

Négationniste comme son mentor du Nord face à la pandémie, Bolsonaro la « gère » de la même façon. Ministre de la Santé, le populaire Luiz Henrique Mandetta a été limogé en avril pour avoir prôné la distanciation sociale et exprimé son désaccord avec la politique du gouvernement fédéral. Il a été remplacé par un millionnaire, Carlos Wizard, dépourvu d'une quelconque expérience dans le domaine de la santé.

Pour tenter de cacher la réalité désastreuse du Covid-19 - plus de 44 000 morts désormais - alors que le président continue d'en nier la gravité, les autorités ont tenté de changer la façon de compter les cas de contaminations et de décès. Il a fallu que la Cour suprême intervienne pour les en empêcher. De la même manière, le juge Marcio Santoro Roch avait dû annuler un décret présidentiel publié le 27 mars pour exclure les églises, les temples religieux et les bureaux de loterie des mesures de quarantaine imposées dans certains Etats.

Durant une réunion ministérielle tenue le 22 avril, Bolsonaro, entre insultes et propos venimeux, a demandé à ce que la population soit armée pour éviter qu'une dictature ne s'installe à la tête du pays. Dans le collimateur : les maires et gouverneurs qui adoptent des mesures contraires à ses recommandations dans la lutte contre le fléau sanitaire.

Si la température grimpe en flèche au Brésil, ce n'est toutefois pas uniquement en raison de la pandémie. Car, le 19 avril, à Brasilia, en haranguant des manifestants qui, brisant la quarantaine, s'étaient rassemblés devant la Caserne générale de l'armée, Bolsonaro a légitimé de fait leur demande : une intervention militaire et la mise en œuvre de l'Acte institutionnel n° 5 (AI-5). En 1968, celui-ci avait permis de supprimer de nombreuses garanties constitutionnelles et de fermer le Congrès.

Ces prises de position témoignent de l'embarras de l'extrême droite brésilienne. Un juge de la Cour suprême, Celso de Mello, a en effet autorisé l'ouverture d'une investigation sur les accusations selon lesquelles Bolsonaro a tenté de s'ingérer dans le travail de la Police fédérale à des fins politiques. Il s'agissait pour lui d'en faire remplacer le chef pour éviter des enquêtes concernant ses fils. Par ailleurs, le Tribunal supérieur électoral a ouvert une enquête pour déterminer si, lors de la campagne présidentielle de 2018, le « candidat Bolsonaro » n'a pas utilisé des réseaux illégaux disséminant des « *fake news* » - ce qui, de fait, remettrait en cause son élection.

Depuis lors, le ton monte contre l'Etat de droit. Le 21 mai, le député fédéral Bia Kicis (PSL-GO), un allié du chef de l'Etat, a suggéré une « intervention militaire constitutionnelle » au cas où l'on continuerait à empêcher celui-ci de gouverner. Alors que les voix se multiplient

pour demander sa démission ou une procédure d' « *empeachment* », Bolsonaro a explicitement averti (13 juin) la Cour suprême et le Congrès – où il ne dispose pas d'une majorité – que « *les Forces armées n'obéissent pas à des ordres absurdes* » et qu'elle n'accepteront pas le résultat d'un éventuel jugement politique destiné à le destituer.

Pour les Brésiliens, le message est clair : en affichant son désir de s'arroger tous les pouvoirs, en s'attaquant délibérément aux corps constitués, Bolsonaro prône rien moins qu'un retour aux méthodes de la dictature militaire du passé.

Qui (nous parlons là des citoyens moyennement informés) se répandrait en félicitations sur la gestion du président colombien Iván Duque ? Signés en 2016 avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) les Accords de paix ont été torpillés. Dans l'impunité la plus totale, toutes les vingt-quatre heures, un dirigeant social ou populaire est assassiné.

Les scandales succèdent aux scandales. On apprend que, en 2019, dans la plus totale illégalité, des membres des services de renseignement de l'armée ont placé sur écoute et espionné 130 personnes – magistrats, opposants, journalistes (dont des reporters du *New York Times*, du *Wall Street Journal* et de *National Geographic*) [2]. On découvre que l'actuelle vice-présidente, Marta Lucía Ramírez, a payé 150 000 dollars de caution en 1997 pour faire remettre en liberté, pendant son jugement, son frère Bernardo Ramírez Blanco, arrêté à Miami pour narcotrafic. Celui-ci fut condamné à une peine minime eu égard aux charges qui pesaient sur lui, mais pendant plus de vingt ans, en Colombie, Marta Lucía Ramírez poursuivit sa carrière politique sans jamais rendre publique cette information.

Devant le tollé provoqué par cette révélation et les demandes de démission provenant d'un certain nombre de sénateurs, le ban et l'arrière-ban de la droite se sont mobilisés pour défendre la « persécutée ». L'intervention la plus remarquée a été celle de Samuel Azout, un « homme d'affaires respectable », ex-Haut conseiller pour la prospérité sociale du président Juan Manuel Santos, quand il a déclaré : « *Que celui qui n'a pas un parent ou un ami qui ait été narcotrafiquant lui jette la première pierre* [3] ! » Ce qui a au moins le mérite de la clarté.

Il convient de noter à ce propos que, depuis mai dernier, l'époux de la vice-présidente, Álvaro Rincón Muñoz, doit s'expliquer devant la justice pour ses liens d'affaires, dans le secteur immobilier, avec Guillermo León Acevedo, alias « Memo Fantasma », connu pour ses liens avec les paramilitaires et les narcotrafiquants. Et que la Commission d'investigation et d'accusation de la Chambre des représentants a ouvert une enquête préalable contre le président Duque en personne, mis en cause dans le cadre de la « *Ñeñepolítica* ». Pour mémoire : avant sa mort par assassinat en mai 2019, l'éleveur José Guillermo Hernández Aponte, dit « *Ñeñe* », lui aussi notoirement proche des mafieux, a révélé des « achats de votes » et une fraude électorale organisés sur la côte caraïbe et dans la Guajira, pour favoriser l'élection de l'actuel chef de l'Etat [4].

Dans ces conditions, faut-il s'étonner de la nomination récente, mais surtout particulièrement cynique, au poste de Coordinateur des victimes du conflit armé, au sein du ministère de l'Intérieur, de Jorge Rodrigo Tovar, fils de l'ex-paramilitaire Rodrigo Tovar Pupo, alias « Jorge 40 » ? Démobilisé en 2006, extradé aux Etats-Unis en mai 2008 pour trafic de drogues, prochainement libéré après douze années d'incarcération, « Jorge 40 », ex-commandant du Bloc Nord des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), est directement responsable de 333 massacres dans les Départements de l'Atlantique, du César, du Magdalena et de la Guajira, avec un solde de 1 573 victimes [5]. Il a été exclu du

programme Justice et paix, pourtant particulièrement clément, car clé de voûte de la stratégie du président Uribe vis-à-vis de ses alliés, pour n'avoir rien révélé des actes commis sous ses ordres et son désintéret total pour leurs victimes.

Un fils ne peut être tenu pour responsable des crimes de son père. Mais, s'est interrogé le député Inti Asprilla (Alliance verte), en phase avec un sentiment largement partagé, « *comment va être résolu le conflit d'intérêt : par exemple quand se présenteront à son bureau des victimes de son père [6]* » ? Sachant que, publiquement, il défend son géniteur, le considérant comme un « prisonnier politique aux Etats-Unis » et un « héros ».

Dernière polémique en date. L'arrivée dans le pays des cinquante premiers militaires étatsuniens d'une Security Force Assistance Brigade (SFAB) en comportant dans le futur un nombre indéterminé - peut-être jusqu'à 800. Pour une telle incursion d'une force étrangère sur le territoire national, le Sénat colombien aurait dû donner son autorisation. Il n'a pas été consulté. Visée annoncée du déploiement : la lutte contre le narcotrafic (vingt ans après le début du Plan Colombie - 10 milliards de dollars pour le même supposé objectif - signé par les présidents Bill Clinton et Andrés Pastrana !). Avec une particularité relevée, entre autres, par le sénateur Iván Cepeda (Pôle démocratique alternatif ; PDA) : le manuel d'opérations de ces Forces spéciales « *mentionne explicitement la fonction de conseiller des milices non gouvernementales et des associés irréguliers* ». Faut-il traduire des groupes illégaux ? Si l'on excepte les guérillas encore en activité, par définition écartées d'une telle alliance, il n'en existe que de deux types (étroitement liés) : les paramilitaires (rebaptisés « bandes criminelles émergentes ») et les narcotrafiquants. Pour lutter contre les activités illicites dont ils sont les acteurs principaux ? Plus vraisemblable : avec les yeux tournés vers un certain pays voisin (au hasard : le Venezuela).

Trump, Bolsonaro, Duque [7]... Les défauts, tares et souillures qui ternissent leurs mandats sont unanimement réprochés, et pas uniquement à gauche. Difficile pour quiconque défend une cause ou entend mettre en scène sa propre respectabilité de revendiquer publiquement l'appui de tels « parrains ». Quand bien même ils seraient votre « boss » (Trump) et vos deux partenaires privilégiés. Face aux humains dotés de raison, aux personnes responsables et autres citoyens moyennement informés évoqués précédemment, la mise en avant d'une telle confrérie se révélerait hautement significative. Et donc contreproductive.

Situation des plus inconfortables pour le président autoproclamé du Venezuela Juan Guaido, leur protégé. Il est en perte de vitesse, chez lui et à l'étranger. De larges factions de l'opposition vénézuélienne ne croient plus en lui. Voire entendent le mettre hors-jeu. Depuis septembre 2019, les secteurs « responsables » de la droite antichaviste négocient avec le gouvernement de l'authentique chef de l'Etat, Nicolás Maduro. Ils préparent *ensemble* le renouvellement du Conseil national électoral (CNE), en vue d'organiser des élections législatives en cette année 2020. S'ils disposent en s'alliant de la majorité au Parlement, l'opposition modérée et les chavistes, du fait de l'obstruction des radicaux, n'atteignent pas les deux tiers des voix nécessaires à la nomination des nouveaux recteurs du CNE. D'où une situation bloquée. Conformément à ce que stipule la Constitution, c'est donc le Tribunal suprême de justice (TSJ) qui, avec l'aval de la droite modérée, les nommera (le 13 juin). Provoquant qui plus est d'importantes scissions et luttes pour le contrôle des partis traditionnels - Action démocratique, Primero Justicia -, entre les partisans d'une sortie politique et les fous furieux pro-Guaido. Une catastrophe, une défaite politique majeure pour Washington (et ses supplétifs de l'Union européenne), l'extrême droite et le chef d'Etat imaginaire qui, en aucun cas, ne veulent d'un prochain scrutin. Il leur faut « faire tomber » Maduro dans le chaos, la violence et le sang. D'où la contre-offensive lancée depuis

plusieurs semaines par Guaido. Mais qui pour se substituer à ses encombrants partenaires, dans le travail de propagande qu'il doit mener ?



Pour le quotidien français *Le Monde*, et s'agissant de la République bolivarienne, « toutes les compromissions sont sur la table ». Dans son édition datée du vendredi 12 juin, c'est donc lui qui offre une demi-page de « tribune » au protégé de Trump, Bolsonaro et Duque. Titre : « Sauvons le Venezuela ensemble ». Aucune surprise dans le texte, porteur de l'argumentation classique de l'extrême droite « bushiste » « trumpiste » et vénézuélienne depuis 2002. Objectif principal (et, d'une certaine manière, plutôt amusant) : « *Nous appelons la communauté internationale à être particulièrement vigilante sur les efforts de Nicolas Maduro pour mettre définitivement fin à la démocratie au Venezuela. Il compte en effet organiser de nouvelles élections législatives cette année.* » En lieu et place, l'homme lige de l'Impérialisme et de la réaction préconise un « gouvernement national d'urgence ». Cela ne coûtant rien, il lustre de quelques coups de brosse à reluire appuyés les « pompes » de l'ex-« socialiste » Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères rallié au président de droite Emmanuel Macron. *Le Monde*, bien entendu fait sa part du travail de sape. Destiné à demeurer imprimé dans l'esprit du lecteur, composé en plus gros, en lettres capitales et en couleur, l'intertitre reprend la plus spectaculaire des accusations de Guaido (et de Trump, son patron [8]) :

des affaires étrangères, lors de la conférence des donateurs en solidarité avec les réfugiés et les migrants vénézuéliens tenue en mai, vont dans ce sens. Selon le ministre Le Drian, la communauté internationale doit redoubler d'efforts



LA RÉALITÉ EST
LA SUIVANTE : UNE
NARCO-DICTATURE
S'EST SAISIE
DES INSTITUTIONS
ET CONFISQUE
TOUS LES POUVOIRS
AU VENEZUELA

« La réalité est la suivante : une narco-dictature s'est saisie des institutions et confisque tous les pouvoirs au Venezuela ». En fin de dernière colonne, comme il se doit, également rédigée par le quotidien, ce qu'on appelle la « note signature » : « Juan Guaido Marquez est reconnu comme "président par intérim" de son pays par les Etats-Unis, la France et plus de cinquante pays ».

« Ah ! non ! c'est un peu court, jeune homme ! », réagirait Cyrano de Bergerac devant une telle provocation. « On pouvait dire... Oh ! Dieu ! ... bien des choses en somme... En variant le ton - par exemple, tenez... »

Juan Guaido, devient député en 2015, avec 91 000 voix (sur les 20 millions d'inscrits sur les listes électorales). N'a émis aucune désapprobation, blâme ou critique, quand, le 4 août 2018, une tentative d'assassinat de Maduro à l'aide de deux drones chargés d'explosifs a échoué de peu. Est élu « président par intérim » le 23 février 2019 par l'administration Trump après que, la veille, le vice-président Mike Pence ait appelé l'opposition à descendre dans la rue. Se proclame chef de l'Etat sur un bout de trottoir. Un mois plus tard, se fait aider par des criminels notoires - les narco-paramilitaires colombiens Los Rastrojos (1 500 victimes) - pour passer clandestinement en Colombie [9]. Destitue fin novembre son pseudo ambassadeur dans ce pays, Humberto Calderón Berti, après que celui-ci ait dénoncé d'importantes malversations des fonds de la supposée « aide humanitaire » de la part de l'équipe désignée par Guaido pour l'administrer.

Sans se préoccuper aucunement des souffrances infligées à la population, l'individu réclame et appuie les mesures coercitives unilatérales imposées par les Etats-Unis à son pays, dans le but de le mettre à genou économiquement (dernier épisode en date : le Département des Transports US vient d'infliger une amende de 450 000 dollars à la compagnie aérienne

panaméenne COPA pour avoir transporté « illégalement », en leur faisant faire une escale évitant un vol direct, « interdit », 15 000 Vénézuéliens entre les Etats-Unis et leur pays). Guaido pille et laisse piller par la puissance impériale les actifs de l'Etat vénézuélien, dont ceux de sa compagnie pétrolière PDVSA, à l'étranger. Le 30 avril 2019, en compagnie d'un groupe réduit de militaires, il tente un dangereux coup de poker en feignant avoir « pris », à Caracas, la base aérienne de La Carlota, afin de faire basculer et l'armée et la population. Personne ne le suit. Le coup d'Etat échoue. Réussi, il aurait déclenché une tragédie.

Le 16 octobre 2019, Guaido signe un contrat avec Jordan Goudreau, ancien béret vert US et patron d'une compagnie de sécurité privée basée en Floride, Silvercorp [10]. En échange de 212,9 millions de dollars pour une opération durant globalement 495 jours, le mercenaire s'engage à conseiller et assister l'équipe du président élu par Trump, Bolsonaro et Duque « *dans la planification et l'exécution d'une opération pour capturer / arrêter / éliminer Nicolás Maduro* » (pour les respectables journalistes du *Monde* ne disposant pas d'un dictionnaire des synonymes, on précisera qu' « éliminer », dans un tel contexte, signifie « assassiner »).

C'est ce même Goudreau qui encadre, avec deux autres mercenaires américains, l'opération « Gedeón » du 3 mai dernier : une tentative d'incursion de plusieurs dizaines de commandos (essentiellement des déserteurs vénézuéliens) pour s'emparer de Maduro, « éliminer » un certain nombre de dirigeants chavistes et provoquer la confusion - sachant que, à proximité immédiate, dans la Caraïbe, les Etats-Unis ont déployé une flotte navale, dont un porte-avions, susceptible d'intervenir pour des raisons « humanitaires », afin de « sauver des vies », en cas de chaos [11].

Entraînés par les hommes de Goudreau en Colombie, les assaillants y ont bénéficié au moment de leur départ de la collaboration non des Rastrojos, mais, cette fois, d'Elkin Javier López Torres, alias « Doble Rueda », l'un des principaux « *capos* » du narcotrafic de la région de la Guajira.

Au terme de ce nouvel échec (qui confirme les liens mafieux de sa mouvance), Guaido ne cache pas sa satisfaction lorsqu'il entend Donald Trump déclarer qu'il a « encerclé » le Venezuela à un niveau « *que tout le monde ignore* » et que « *quelque chose arrivera* » parce que Washington « *ne supporte plus la situation* [12] ».

A chacun ses références. Pour l'anti-Bolsonaro, le très respecté ex-président brésilien « Lula » - élu homme politique de l'année 2004, quand il était à la mode (pour de bonnes raisons) par le quotidien... *Le Monde* -, il y a longtemps que Guaido « *devrait être en prison pour les violences meurtrières qu'il a co-organisées et ses tentatives de coup d'Etat* [13] ».

Voilà, somme toute, ce qui aurait pu figurer dans la « note signature » d'un quotidien d'information. Il n'en a rien été. Pourquoi ? La question est moins innocente qu'il y paraît. On ne prétendra pas ici que *Le Monde* est « à la botte du pouvoir » - ce qui serait particulièrement insultant. Mais on notera tout de même que, *par le plus grand des hasards*, la tribune de Guaido est parue le jour même où l'ambassadeur d'Emmanuel Macron au Venezuela, Romain Nadal, régulièrement épinglé pour son appui ostentatoire au président fantoche, devait être auditionné par le Sénat.

Maurice Lemoine

Notes :

[1] L'enquête souhaitée par la procureure de la CPI, Fatou Bensouda, vise entre autres des exactions qui auraient été commises par des soldats américains ou des agents de la CIA en Afghanistan, pays où les Etats-Unis mènent depuis 2001 la plus longue guerre de leur histoire.

[2] Curieusement, Jorge Mario Eastman, ex-vice-ministre de la Défense (sous Andrés Pastrana et Álvaro Uribe), puis secrétaire général de la Présidence de Duque, a également été espionné.

[3] <https://twitter.com/samuelazout/status/1271394953961377800>

[4] <http://www.medelu.org/La-Colombie-aux-temps-du-cholera>

[5] <https://bit.ly/2zcWE8w>

[6] *El Tiempo*, Bogotá, 19 mai 2020.

[7] Plus, évidemment, leurs habituels comparses : le chilien Sebastian Pinera (sauvé de la fureur des mouvements sociaux par l'explosion de la pandémie) ; l'équatorien Lenín Moreno (lequel, trahissant la gauche qui l'a élu, a détruit l'Equateur en deux ans) ; la bolivienne Janine Añez (présidente *de facto* après le coup d'Etat contre Evo Morales et manœuvrant pour se maintenir au pouvoir en tentant d'empêcher la future élection présidentielle de septembre prochain) ; ainsi que leurs amis conservateurs du Groupe de Lima - Canada, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Panamá, Paraguay, Pérou. Sans parler, évidemment, de l'Union européenne.

[8] Lire « Maduro mort ou vif » - <http://www.medelu.org/Maduro-mort-ou-vif>

[9] « Venezuela : aux sources de la désinformation » - <http://www.medelu.org/Venezuela-aux-sources-de-la-desinformation>

[10] <http://www.medelu.org/Baie-des-Cochons-ou-Operation-Mangouste>

[11] A ce jour, 79 participants à cette opération ont été arrêtés par les forces de sécurité.

[12] <https://www.resumenlatinoamericano.org/2020/05/20/venezuela-embajador-ante-la-onu-ee-uu-no-tiene-un-jefe-de-estado-sino-un-ganster/>

[13] <https://venezuelainfos.wordpress.com/2020/04/09/lex-president-lula-maduro-est-un-leader-democratique-guaido-devrait-etre-en-prison-le-blocus-etats-unien-tue-des-civils/>

Articles Par : **Maurice Lemoine**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca